

MINISTERE DU PLAN
ET DE LA
COOPERATION INTERNATIONALE

DIRECTION NATIONALE DE LA
STATISTIQUE ET DE L'INFORMATIQUE

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi

COMPTES ECONOMIQUES
DU MALI
SERIES REVISEES 1985-1989
RESULTATS PROVISOIRES 1990
RESULTATS PREVISIONNELS 1991-1992

DATE DE PUBLIQUE : SEPTEMBRE 1991

TABLE DES MATIERES

Rubriques	Pages
Avant propos	1 - 2
Situation Economique Nationale	
1) Environnement international en 1990 et Les perspectives 1991 et 1992	3 - 4
2) Conjoncture Nationale en 1990	4 - 7
-Produit intérieur brut (PIB)	5 - 6
Prix	6 - 7
Les emplois du PIB	
Le Revenu national disponible brut (RNDB)	7 -
.. - Balance des Paiements	7 -
3) Environnement national en 1991 et 1992	8 - 9
- Produit intérieur brut (PIB)	8
- Les Emplois du PIB	8
- Les prix	9
- Le Revenu National disponible brut (RNDB)	9
- Balance des paiements	9
4) Principaux concepts utilisés dans les comptes	10 - 12
- Comptabilité nationale	
- Le produit intérieur brut (PIB)	
- Le Produit intérieur brut par tête (PIBInt)	
- Le Revenu national disponible brut (RNDB)	
- L'Epargne nationale brute (ENB)	
- La Formation brute de capital fixe (FBCP)	
- La Consommation finale des Administrations	
- La Consommation finale des ménages	
- Le Déflateur du PIB	
5) Le Mali en chiffres	13 - 14
6) Comptes Tableaux Economiques	15
7) Annexes Statistiques	25

Avant-propos

La Direction Nationale de la statistique et de l'informatique (DNSI) est heureuse de mettre à la disposition des utilisateurs un ensemble de données macro-économiques pour mesurer l'évolution du résultat des diverses activités économiques.

En tant que schéma simplifié et cohérent de l'économie nationale, les présents comptes sont le résultat de l'information statistique disponible dans le pays.

Les résultats du Recensement général de la population en 1987, de l'Enquête Budget consommation et du Recensement industriel de 1989, ont été utilisés dans l'élaboration des comptes pour affiner certains points cruciaux tels que la consommation des ménages et la production industrielle.

Les présents comptes économiques renferment dans un même document les comptes révisés de 1988 à 1989, les comptes provisoires de 1990 et les comptes prévisionnels de 1991 et 1992, tous élaborés selon la même méthodologie. Le résultat obtenu provient de l'action concertée de l'équipe de la Division Comptabilité Nationale de la DNSI et de la Division Finances-Monnaie-Crédit de la Direction Nationale de la Planification. Cette équipe a été appuyée par GILLES SANON, Expert macro-économiste du projet de Renforcement du Système de Planification (PRSP).

Des arbitrages ont été nécessaires parfois pour bien cerner la réalité de certaines branches d'activité en tenant compte à la fois des données fournies par l'Enquête budget consommation et les renseignements donnés par les spécialistes et les fournisseurs habituels de documents comptables.

Les lecteurs trouveront dans cette publication, des Tableaux économiques et statistiques qui leur permettront de mieux comprendre la structure et l'évolution de l'économie nationale.

SITUATION ECONOMIQUE NATIONALE

En raison de l'ouverture de l'économie malienne sur l'extérieur, l'appréciation de la situation économique nationale se fera en prenant en compte l'environnement international d'une part, et d'autre part la conjoncture nationale.

1) ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL EN 1990 ET LES PERSPECTIVES 1991 et 1992.

Selon le rapport de la Banque Mondiale de 1991, L'économie mondiale est en pleine mutation avec les profondes réformes économiques du grand marché de l'Europe des douze en 1992, l'avènement de la démocratie en Europe de l'Est et dans les pays en voie de développement, la guerre du golfe et ses conséquences, la mutation de l'économie soviétique et le ralentissement de la croissance mondiale. La croissance de l'économie mondiale est faible et risque de ne pas changer pendant les années à venir. L'expansion de l'économie mondiale qui se poursuivait depuis 7 ans, s'est presque arrêtée en 1990. Les signes de ralentissement de l'activité économique ont commencé à se manifester dans plusieurs pays industrialisés à la suite des mesures de resserrement monétaire motivées par la reprise de l'inflation et par le fait que les appareils de production étaient utilisés presque à pleine capacité.

Le prix du baril du pétrole brut qui était inférieur à 20 dollars US en juillet 1990 a atteint 35 à 40 dollars US après l'agression du Koweït par l'IRAK et la décision prise par les Nations Unies d'imposer un embargo sur les Exportations de pétrole de l'Irak et du Koweït. L'incertitude de l'avenir a ébranlé la confiance des consommateurs et des chefs d'entreprises dans les pays industrialisés.

Le ralentissement de la croissance mondiale peut s'expliquer en partie par la persistance de l'instabilité macro économique, par certaines carences de politique intérieure, la chute des prix des produits de base autres que le pétrole, les taux d'intérêt élevés pratiqués sur les places internationales et la faible croissance du commerce mondial.

Dans les pays industrialisés, la croissance du PIB réel n'a été en moyenne que de 2.6% en 1990 contre 3.3% en 1989 et 4.5% en 1988. Les Etats Unis, le Canada et le Royaume Uni traversent une récession. La croissance s'est ralentie dans plusieurs pays Européens. On prévoit que la croissance de production des pays industrialisés sera inférieure à 2% en 1991. Le taux d'inflation qui était de 3.7% en 1989 est passé, à 3.6% en 1990 et 4.3% en 1991 et 1992.

La croissance moyenne du PIB réel des pays en voie de développement qui était de 4.3% en 1988 est tombée à 2.9% en 1989 et à 2.2% en 1990, taux le plus faible enregistré depuis 1982.

En Afrique, le taux de croissance globale du PIB en 1990 a été de 1.1% contre 3% en 1989.

Les pays à faible revenu de L'Afrique sud-saharienne qui poursuivent une politique d'ajustement structurel ont atteint un taux d'accroissement de 3.8% en 1990. L'étude prospective à long terme de la Banque a pour objectif de former une "coalition modiale" pour faciliter le dialogue entre les gouvernements Africains et leurs partenaires étrangers.

Les pays asiatiques en développement ont traversé durant les 12 mois écoulés une période particulièrement agitée en raison de l'instabilité de l'économie mondiale. Malgré ces difficultés, les pays à revenu intermédiaire en voie d'industrialisation rapide ont maintenu leur rythme de croissance par la poursuite des réformes structurelles et de soins d'investissement à long terme. Dans l'ensemble, leurs perspectives d'avenir demeurent relativement brillantes.

Dans les pays d'Amérique Latine et Caraïbes, le revenu par habitant de la région est aujourd'hui d'environ 10% en dessous du niveau de 1980. Les résultats économiques de la région ont été affectés par les changements observés dans la conjoncture internationale, notamment le relèvement des prix du pétrole et par le ralentissement de la croissance des pays industrialisés en particulier les USA.

Si la fin de la guerre du golfe en Mars 1991 n'a pas permis la relance de l'économie mondiale, elle aura révélé au moins qu'un nouvel ordre économique mondial est en train de se mettre en place avec la division de la planète en trois grandes zones de plus en plus intégrées, à savoir l'Europe et ses satellites, l'Amérique derrière les Etats Unis et l'Asie pacifique autour du Japon.

Après la victoire des alliés dans le golfe, des réflexions ont été engagées et des plans élaborés pour l'après guerre afin d'assurer la stabilité de l'approvisionnement des Nations industrialisées et éviter des fluctuations démesurées du cours du pétrole. Les négociations sont en cours entre producteurs et consommateurs pour que le prix du brut reste dans une fourchette de 20 à 25 dollars US le baril.

Les économies occidentales supporteraient facilement un tel cours qui, dans le même temps, assurerait des revenus suffisants aux pays producteurs.

Pour l'ensemble des économies à faible revenu ou à revenu intermédiaire, le poids du service de la dette continue de passer lourdement sur les finances publiques et les comptes extérieurs de ces pays.

L'endettement du continent Africain a pris une ampleur telle que les remboursements sont supérieurs aux nouveaux prêts.

2) CONJONCTURE NATIONALE EN 1990:

Le Mali est un pays dominé principalement par les activités agricoles et pastorales où la conjoncture nationale reste fortement liée aux aléas climatiques qui influent sur le niveau de la production du secteur primaire d'une manière générale et plus particulièrement sur la production agricole, l'élevage, la pêche, la sylviculture et la cueillette.

La pluviométrie a été moins bonne en 1990 qu'en 1989 et la répartition des pluies sur l'ensemble du pays n'a pas été assez satisfaisante.

Cette évolution peu favorable des conditions agro-climatiques au cours de la campagne 1989 - 1990 a occasionné des évolutions contradictoires dans les différentes branches d'activité du secteur primaire.

Le produit intérieur brut (PIB) a enregistré un accroissement en volume de 2,4% et en prix de 0,9% au cours de 1990.

Malgré le déficit pluviométrique de 1990 et ses conséquences, le Mali continue de tirer profit de la mise en oeuvre des mesures d'assainissement avec le FMI et la Banque Mondiale, à travers les programmes d'ajustement structurel pour améliorer l'environnement économique, financier et institutionnel des entreprises publiques, réhabiliter les entreprises stratégiques, privatiser et liquider les autres et dénouer les arrières de dettes croissées.

La reconstitution du cheptel se poursuit après plusieurs années de sécheresse.

L'indice général des prix à la consommation des Ménages à Bamako est en hausse de 1,6% en 1990 par rapport à 1989.

PRODUIT INTERIEUR BRUT (PIB):

Le produit intérieur brut (PIB) est en hausse de 2,4% en volume en 1990 par rapport à 1989. Cette hausse résulte de celle enregistrée au niveau de certaines branches d'activité, notamment Elevage (+5,1%), Mine (+65,4%), Sylviculture et Cueillette (+1,7%), Commerce (+1,4%), Transports et Télécommunications (+4,0%), Autres tertiaires (+1,6%), et Droits et Taxes sur les importations (+5,2%). Au cours de la même période, d'autres branches d'activité voient leurs valeurs ajoutées décroître respectivement de (-6,4%) pour l'agriculture vivrière, (-7,9%) pour l'Agriculture industrielle, (-0,6%) pour l'Administration et (-0,9%) pour la branche fictive.

L'évolution négative de la valeur ajoutée des branches Agriculture vivrière (-6,4%) et de l'agriculture industrielle (-7,9%) est imputable à l'insuffisance des pluies et à sa mauvaise répartition dans l'espace et dans le temps.

La reconstitution du cheptel continue avec une hausse en volume de 5,1% et les conditions de la pêche s'améliorent également de (+0,9%).

Les activités d'extraction d'or augmentent avec une hausse de sa valeur ajoutée de (65,4%) suite au démarrage de SIAMA.

La hausse en volume de la valeur ajoutée de 8,5% de la branche Industrie Energie - Eau est due à un accroissement d'activité des unités industrielles.

La progression des BTP de 7,5% pourrait s'expliquer par le démarrage ou la continuation de certains grands travaux dont le 2e projet urbain, la construction de la nouvelle agence BCEAO, le 2e pont etc.

Le faible accroissement en volume de la branche commerce de 1,4% serait due à une certaine reprise des activités commerciales liée à l'importation des produits céréaliers pour compenser le déficit.

La hausse en volume de 1,8% des transports et télécommunications résulte d'un accroissement du parc de véhicules de transports publics, de marchandises et de passagers, des résultats d'exploitation du chemin de fer du Mali, de la compagnie malienne de Navigation, de la SOTELMA et de l'Office National des Postes.

La branche Autres tertiaires comprend les services marchands non financiers (hôtellerie, restaurants, services domestiques) et les services financiers bancaires (banques et assurances).

Si la hausse de 1,6% des Autres tertiaires peut être due à une reprise des activités commerciales et des affaires, la baisse en volume de 0,6% de l'Administration serait due plutôt aux mesures d'assainissement actuellement en vigueur visant à réduire le train de vie de l'Etat et incitant les travailleurs au départ volontaire à la retraite.

La diminution de la production imputée des services bancaires ou branche fictive de 3,9% serait liée au mauvais déroulement de la campagne de commercialisation suite à une mauvaise récolte.

Des efforts de recouvrement des services des Douanes ont permis d'enregistrer un accroissement de 5,2% en volume des droits et taxes à l'importation en 1990 par rapport à 1989.

PRIX :

Le déflateur de PIB est en hausse de 0,9% au cours de 1990 par rapport à 1989. Cette tendance à la déflation résulte d'une faible augmentation des prix au niveau de toutes les branches d'activité à l'exception des branches Elevage et Mines qui regressent respectivement de 3,9% et de 13,2%.

Le ralentissement de l'activité économique mondiale, la chute des prix des produits de base autres que le pétrole, la baisse du cours de l'or, l'afflux des produits vivriers sur le marché intérieur sont autant de facteurs qui ont contribué au faible accroissement du déflateur du PIB.

LES EMPLOIS DU PIB :

La croissance en volume du PIB de 2,4% au cours de 1990 par rapport à 1989 s'est répercutée au niveau de la formation brute de capital fixe (+6,7%), des Exportations des biens et services (+5,4%) de la consommation privée (+2,2%) et de la variation de stocks de 15 milliards FCFA.

L'accroissement en volume de 2,2% de la consommation finale privée serait due à une hausse de la consommation des Ménages.

La consommation publique regresse en volume de 5,1% suite aux mesures d'ajustement structurel en cours et à une volonté délibérée des autorités de réduire le train de vie de l'Etat.

La variation des stocks en hausse, qui passent de 12,5 milliards fcfa en 1989 à 15 milliards fcfa en 1990 est fonction de l'augmentation du PIB en volume de 2,4% et du fait que la bonne pluviométrie de 1989 avait permis de constituer des réserves.

La croissance de la formation brute de capital fixe en volume de 6,7% serait due à certains grands travaux dont le 2e pont de Bamako et l'agence BCEAO mais aussi à l'amélioration de l'état de santé du Cheptel qui continue à se reconstituer.

La hausse des Exportations de biens et services de 5,4% résulte d'une augmentation des exportations de biens (FOB) et des services de transports.

LE REVENU NATIONAL DISPONIBLE BRUT (RNDB)

Le revenu national disponible brut est en hausse de 7,6% au cours de 1990 par rapport à l'année précédente. Cette hausse est supérieure à celle du PIB qui est de 3,3% en valeur. L'accroissement du RNDB résulte de celui enregistré au niveau du PIB et du solde des autres transferts courants sans contre partie entre le Mali et le reste du monde malgré une détérioration du solde de revenu de la propriété et de l'entreprise.

Le revenu national disponible brut s'établit en valeur nominale à 753873 millions de FCFA en 1990 contre 704569 millions de FCFA en 1989. Au cours de la même période le produit intérieur Brut s'élève à 683300 millions de FCFA contre 661400 millions de FCFA.

Le revenu national disponible brut par habitant (RNDB/hab) passe de 28336 FCFA en 1989 à 32842 fofa en 1990 ; soit une hausse de 5,1% contre 1,5% pour le produit intérieur brut par habitant (PIB/hab).

BALANCE DES PAIEMENTS :

Selon les balances des paiements de la BCEAO du 11/7/90 et du 1/8/91, le déficit commercial de la balance des paiements s'est aggravé en 1990, passant de 24,2 milliards en 1989 à 28,5 milliards en 1990 ; soit une détérioration de 4,3 milliards de fofa due à un accroissement plus rapide des importations par rapport aux exportations malgré l'augmentation de certains produits d'exportation dont le coton, les animaux, l'or, l'arachide et les peaux et cuirs.

Le rythme d'accroissement des importations de biens par rapport aux exportations constitue un facteur de détérioration de la balance commerciale.

Le solde des services nets dégage un résultat négatif de 94,1 milliards de fofa en 1990 contre 88,5 milliards de fofa en 1989. La dégradation du solde des services persistera tant que les importations resteront supérieures aux exportations, que le fret et les assurances de biens importés seront effectués par l'extérieur et que les intérêts de la dette extérieure continueront de peser lourdement sur l'économie.

Le solde des transferts sans contre partie privés et publics s'élève à 95,6 milliards de fofa en 1990 contre 93,2 milliards de fofa en 1989.

Le solde des opérations courantes passe de (- 19,5) milliards en 1989 à (- 27,0) milliards en 1990.

Le solde global de la balance des paiements est de 13,6 milliards 1990 contre 37,9 milliards en 1989.

3) ENVIRONNEMENT NATIONAL EN 1991 ET 1992

L'économie malienne se présentera en 1991 et 1992 avec la perspective d'une campagne agricole moins bonne en 1991 qu'en 1992. Les deux années seront marquées par la poursuite de l'application des politiques structurelles et financières comportant notamment une réorganisation et un renforcement des administrations fiscales (lutte contre la fraude, l'assainissement de l'administration et des sociétés et entreprises d'état, la mise en application de la TVA, le remplacement de la nomenclature CEDEAO par le système harmonisé et la poursuite de la politique de libéralisation de l'économie malienne).

Les années 1991 et 1992 seront marquées plus particulièrement par les conséquences des événements politiques survenus au Mali en mars 1991.

LE PRODUIT INTERIEUR BRUT (PIB) :

Le produit intérieur brut (PIB) baissera en volume de 0,2% en 1991 par rapport à 1990 avec un taux d'inflation de 1,4%. En 1992, le produit intérieur brut sera de 737,4 milliards Cfa et enregistrera un accroissement en volume de 9,7% par rapport à 1991 avec un déflateur du PIB de (- 2,3%).

La dépression économique escomptée en 1991 serait la conséquence d'une pluviométrie insuffisante inégalement répartie dans l'espace et dans le temps. Cette baisse du PIB en volume résulterait d'une baisse de 16,4% constatée dans l'agriculture vivrière et de 20,1% dans les industries.

A l'exception de ces deux branches, toutes les autres connaîtront une évolution favorable de leur valeur ajoutée.

L'accroissement du PIB en volume de 9,7% en 1992 par rapport à 1991 proviendrait d'une augmentation généralisée de toutes les branches d'activité suite à une bonne pluviométrie.

L'année 1991 aura été très éprouvée suite aux événements politiques intervenus dont les conséquences seraient directement ressenties au niveau de l'économie nationale et plus particulièrement des industries qui baisseront fortement de 20,4%.

LES EMPLOIS DU PIB :

La baisse en volume du PIB de 0,2% en 1991 par rapport à 1990 sera différemment répartie entre les différentes composantes des emplois avec une baisse en volume de 1,1% de la consommation publique et une augmentation de 5,4% de la consommation privée et 13,1% pour les exportations de biens et services. La formation brute de capital fixe demeurera inchangée et les importations augmenteront de 3,5%.

L'accroissement du PIB en volume de 9,7% en 1992 profitera à la consommation privée et aux exportations qui augmenteront respectivement de 6,3% et 2,8% alors que la consommation publique et la FCBP regresseront respectivement de 1,3% et 5,1%.

LES PRIX DU PIB :

Le déflateur du PIB de l'économie nationale en 1991 et 1992 évoluera respectivement de (+1,4%) et (-2,8%).

La faible hausse du déflateur de 1,4% en 1991 par rapport à 1990 résulterait de l'accroissement de prix constaté au niveau de l'agriculture vivrière (+1,9%), l'agriculture industrielle (+5,4%), des industries (+3,2%), des mines (+5,8%), des bâtiments et travaux publics (+0,1%), du commerce (+1,2%), de l'administration (+9,6%), des droits et taxes sur les importations (-0,8%) et de la branche fictive (+0,1%).

La forte hausse de prix de 9,6% dans l'administration est consécutive à la récente augmentation des salaires suite aux revendications de l'UNIM.

La baisse du déflateur du PIB de 2,8% 1992 par rapport à 1991 proviendrait de la baisse de prix enregistrée dans les branches agriculture vivrière (-19,5%), Elevage (-4,0%), Pêche (-4,3%) et mines (-5,3%).

LE REVENU NATIONAL DISPONIBLE BRUT (RNDB)

Le revenu national disponible brut sera de 774.032 milliards fcsa en 1991 et 812.720 milliards fcsa en 1992, soit une progression de 5,0% contre 2,7% entre 1990 et 1991.

Le revenu national disponible brut par habitant (RNDB/HT) variera de 93642 fcsa en 1991 à 96591 fcsa entre 1992 soit une hausse de 3,1% contre 9,9% entre 1990 et 1991.

BALANCE DES PAIEMENTS

Selon la balance des paiements de la BCEAO du 1/8/91, le déficit de la balance commerciale passera de 28,5 milliards fcsa en 1990 à 37,5 milliards fcsa en 1991 et 31,7 milliards en 1992.

La balance commerciale se détériorera entre 1990 et 1991 de 9 milliards fcsa; mais elle s'améliorera par la suite de 5,8 milliards fcsa entre 1991 et 1992.

Le solde des services augmentera entre 1990 et 1991 de 56,6 milliards fcsa passant de (-94,1) milliards fcsa à (-37,5) milliards fcsa. Entre 1991 et 1992, ce solde sera encore aggravé de 67,5 milliards fcsa, passant ainsi de (-37,5) milliards fcsa en 1991 à (-105,1) milliards fcsa en 1992.

L'évolution des transferts sans contrepartie qui passeront de 95,6 milliards fcsa en 1990 à 118,4 milliards fcsa en 1991 et 87,5 milliards en 1992 et des balances courantes qui s'élèveront à (-27,0) milliards fcsa en 1990, (-21,7) milliards en 1991 et (-49,3) milliards en 1992, fera dégager un solde global de la balance des paiements de 11,6 milliards en 1990, 19,6 milliards en 1991 et (-2,9 milliards) en 1992.

La variation négative de la balance des paiements de (-2,9) milliards en 1992 serait due à la forte baisse de la balance commerciale (-31,7), du solde des services (-105,1) et de la balance courante (-49,3) milliards fcsa.

PRINCIPAUX CONCEPTS UTILISES

1) COMPTABILITE NATIONALE

La comptabilité nationale est une technique statistique qui vise à donner à l'économie nationale une présentation quantitative et cohérente. Elle fait la synthèse de toutes les activités économiques du pays au cours d'une année et dégage des grandeurs macro économiques telles que le produit intérieur Brut (PIB), le Revenu National disponible brut (RNDB), la consommation finale formation brute de capital fixe (PACF) etc.

2) LE PRODUIT INTERIEUR BRUT : PIB (au prix du marché)

Il mesure le revenu généré dans le pays à partir de l'activité économique aussi bien marchande que non marchande. C'est l'enrichissement productif du pays mesuré par l'excédent de ses productions sur ses consommations intermédiaires.

Pour l'obtenir, il faut faire la somme des valeurs ajoutées de tous les agents économiques majorées des droits et taxes liés à l'importation.

C'est l'indicateur le plus utilisé pour des comparaisons internationales.

Le produit intérieur brut aux coûts des facteurs est obtenu en retranchant du PIB au prix du marché les impôts indirects nets des subventions.

3) LE PRODUIT INTERIEUR BRUT PAR TETE : PIB/HT

C'est le produit intérieur brut au cours d'une année répartie entre la population totale de la même année pour un pays donné. Autrement dit, c'est la part de chaque citoyen dans la répartition de la richesse du pays.

4) LE REVENU NATIONAL DISPONIBLE BRUT RNDB (prix du marché)

C'est le produit intérieur brut (PIB) majoré des soldes de régulation (solde rémunération du travail avec l'extérieur, solde revenu de la propriété et de l'entreprise avec l'extérieur et le solde de transferts courants avec l'extérieur). Il est égal à la somme de la consommation finale et de l'Épargne brute nationale.

C'est un indicateur couramment utilisé pour des comparaisons internationales.

5) LE REVENU NATIONAL DISPONIBLE BRUT PAR TÊTE :

C'est le Revenu National Disponible Brut au cours d'une même année reparti entre la population totale de la même année pour un pays donné.

6) L'ÉPARGNE NATIONALE BRUTE : ENB

C'est ce qui reste du Revenu National Disponible Brut (RNDB) déduction faite de la consommation finale :

$$\text{RNDB} - \text{CF} = \text{ENB}.$$

Si ce reliquat peut couvrir les dépenses d'investissement, on est dans le cas d'une capacité de financement. On peut donc soit prêter au reste du Monde soit rembourser nos dettes.

Si par contre, ce reliquat ne peut pas couvrir les dépenses d'investissement, il y a un besoin de financement. dans un tel cas, on peut soit emprunter ou rééchelonner le remboursement de nos dettes.

7) LA FORMATION BRUTE DE CAPITAL FIXE : (FBCF)

Elle contient toutes les dépenses faites pour accroître le capital physique reproductible utilisé pour la production : autrement dit l'ensemble des matériels, ouvrages, des bâtiments de génie civil de durée de vie supérieure à un an.

Pour les ménages consommateurs, on ne considère comme FB cf que le logement et les frais liés à son acquisition.

Dans la méthodologie des comptes économiques du Mali élaborée en 1985 et actuellement en vigueur, la FBCF est estimée comme la somme des postes suivants :

- FBCF en produit de la branche Elevage
- FBCF en produit de la branche Industrie
- FBCF en produit de la branche Artisanat
- FBCF en produit de la branche BTP
- FBCF en produits importés

B) LA CONSOMMATION FINALE DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES : (CFPU)

Elle est égale aux coût de production des activités non marchandes de ces Administrations des ménages aux frais de fonctionnement des services non marchands. Par convention, les coûts de production des Administrations publiques comprennent les consommations intermédiaires, la rémunération des salariés et les impôts liés à la production.

Dans l'élaboration des comptes économiques du Mali, on retient comme Administrations publiques, l'Administration centrale, les Administrations régionales et les fonds spéciaux.

9) LA CONSOMMATION FINALE DES MENAGES (ou privée)

Elle comprend les achats et l'autoproduction des ménages consommateurs les paiements partiels effectués par les ménages aux administrations lorsque ces paiements n'ont aucun rapport avec le coût de production des services (exemple droits de scolarité dans les Ecoles publiques, les entrées dans les musées exception faite des impôts directs).

10) LE DEFLATEUR DU PIB

Le déflateur du PIB est un indicateur économique qui mesure la variation des prix au niveau national. Il s'apparente beaucoup plus au taux d'évolution de l'indice général des prix au cours d'une année donnée.

C'est le coefficient obtenu en % en rapportant la valeur ajoutée valorisée au prix de l'année (n) sur la valeur ajoutée de la même année au prix de l'année précédente (n-1).

$$\text{déflateur}(\%) = \frac{\text{Valeur ajoutée au prix } n}{\text{Valeur ajoutée au prix } n-1} \times 100$$

Ce déflateur mesure la variation des prix entre les années n et n-1 ou déflateur du PIB en année n.o

LE MALI EN CHIFFRES

	1990	1991
<u>Population</u>		
- Population totale (1000hls)	8120	8266
- Population du district (hls)	704079	725201
<u>Economie</u>		
- Produit intérieur brut (PIB) en milliards de Fcfa	683,3	691,4
- Taux de croissance du PIB (90/89) et 91/90	2,4	-0,2
- Déflateur du PIB	0,9	1,4
- Revenu National disponible brut (RNDB) en milliards de Fcfa	753,9	774,0
- RNDB par Capital (RNDB/hl) Fcfa	92842	93640
- Production agricole (campagnes 89/90 et 90/91 en milliers de tonnes		
- Mil sorgho	1572,7	1268,4
- Maïs	225,4	196,6
- Riz paddy	337,6	282,4
- Coton graine	230,8	267,4
- Arachide	157,0	179,9
- Cheptel Bovins (1000têtes)	4996	5000
- Ovins-Caprins (1000têtes)	12172	12672
<u>PRODUCTION INDUSTRIELLE</u>		
- Coton fibre (t)	92656	108693
- Tissu (1000m)	13535	11764
- Sucre (t)	25535	11764
- Boissons non alcoolisées (hl)	63770	69617
- Cigarettes (carton)	102475	106046
- Electricité (1000kwh)	212415	212415
<u>ADMINISTRATION</u>		
- Salaires distribués (Etat, Région, et budgets annexes).	42,5	46,5
<u>COMMERCE EXTERIEUR</u>		
- Importations CAF (milliards Fcfa).	172,1	190,5
- dont . produits alimentaires	17,7	18,3
- machines et véhicules	49,3	57,0
- produits pétroliers	12,8	14,5
- Exportation FOB	92,0	95,8
- dont . coton	42,6	46,5
- bétail	24,6	25,2
- l'or et diamant	24,8	24,0
- Taux de couverture FOB/CAF	1,07	1,50

BALANCE DES PAIEMENTS

- Solde balance Commerciale (POB FOB).	-28.5	-37.5
- " " des Biens et Services	-122.6	-140.1
- " " courante	-27.8	-21.7
- " " global des paiements	11.6	19.6

PRIX

- Croissance des prix à la consommation	1.6	1.2
- " " " alimentaires	2.5	3.8
- Taux de croissance des prix du PIS	0.9	1.8

FINANCES

- Budget (milliarde Fcfa) sans dons		
- Recette	113.4	116.7
- Depenses	152.5	225.5
- Déficit	39.1	36.8

COMPTES ECONOMIQUES DU MALI
Comptes préliminaires de 1990, révisés de 1988 et 1989
et prévisionnels de 1991 et 1992

COMPTES ET TABLEAUX ECONOMIQUES

- I REPARTITION DU PIB PAR BRANCHE ET PAR SECTEUR:TABLEAU SYNTHETIQUE
- II EQUILIBRE GENERAL RESSOURCES-EMPLOIS:TABLEAU SYNTHETIQUE
- III EQUILIBRE RESSOURCES-EMPLOIS DE LA NATION A PRIX COURANTS
- IV EQUILIBRE RESSOURCES-EMPLOIS DE LA NATION A PRIX CONSTANTS DE 1987
- V LE PRODUIT INTERIEUR BRUT PAR BRANCHE D'ACTIVITE A PRIX COURANTS
- VI LE PRODUIT INTERIEUR BRUT PAR BRANCHE D'ACTIVITE A PRIX CONSTANTS DE 1987
- VII LA DETERMINATION DU REVENU NATIONAL DISPONIBLE ET DE SES AFFECTATIONS
- VIII LE COMPTE DE CAPITAL DE LA NATION
- IX LE COMPTE DES OPERATIONS AVEC L' EXTERIEUR
- X LE COMPTE DE PRODUCTION PAR BUDGET DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES
- LA PRODUCTION DES SECTEURS MODERNE ET TRADITIONNEL EN 1987
- LE TABLEAU DES ENTREES SORTIES DE L' ECONOMIE MALIENNE EN 1987

ANNEXES STATISTIQUES

- I TAUX DE CROISSANCE EN VOLUME DU PRODUIT INTERIEUR BRUT PAR ORIGINE ET PAR EMPLOIS
- II TAUX DE CROISSANCE EN PRIX DU PRODUIT INTERIEUR BRUT PAR ORIGINE ET PAR EMPLOIS
- III VALEUR AJOUTEE BRUTE PAR BRANCHE D'ACTIVITE A PRIX COURANTS
- IV VALEUR AJOUTEE BRUTE PAR BRANCHE D'ACTIVITE A PRIX CONSTANTS
- V VOLUMES DE PRODUCTION DES PRINCIPAUX PRODUITS
- VI PRIX A LA PRODUCTION DES PRINCIPAUX PRODUITS
- VII DETERMINATION DU PIB ET DU REVENU NATIONAL DISPONIBLE BRUT PAR HABITANT
- VIII DONNEES GENERALES

(tous les montants exprimés sont par défaut en milliards de francs CFA)

REPARTITION DU PIB PAR BRANCHES D'ACTIVITE ET PAR SECTEURS (en milliards de FCFA)

BRANCHES SECTEURS	1986*	1989			1990			1991 (ESTIMATIONS)			1992 (PREVISIONS)		
		Vol	Prix 00	%	Prix 89	Vol	Prix 89	%	Prix 90	Vol	Prix 90	%	Prix 92
Agriculture vivr.	60,8	33,9	111,8	-19,3	90,5	-6,4	84,4	1,2	90,6	-15,4	75,7	1,9	77,1
Agriculture indust.	20,3	24,7	25,4	0,6	25,5	-7,9	23,6	1,5	23,6	15,5	27,6	5,4	20,0
Elevage	125,5	5,5	132,4	17,7	155,9	5,1	150,6	-3,9	157,4	7,4	158,1	-7,7	157,0
Pêche	5,6	12,5	6,4	-3,7	5,8	0,9	5,9	1,2	6,0	1,5	6,1	-0,6	6,0
Ind. Quaternaire	23,3	7	44,5	-22,7	34,5	1,7	36,1	1,2	35,5	1,5	36,0	0,0	35,0
TOTAL PRIMAIRE	233,5	66,5	220,7	-1,7	211,9	1,3	207,7	6,2	212,2	3,1	209,2	7,9	205,2
Industrie	12,5	-1,2	36,2	11,8	40,9	8,5	43,6	2,7	44,5	-20,4	33,4	1,2	36,6
Miner	7,1	-15,6	3,5	13,4	7,1	55,4	11,7	-13,2	17,2	5,3	16,7	5,2	1,5
Artisanat	6,3	1,9	0	9,0	2,5	3,0	4,9	2,0	2,3	3,8	9,1	0,6	6,1
BP	26,4	2,6	27,3	3,0	26,4	1,3	25,1	2,0	26,6	15,3	35,4	1,1	22,4
TOTAL SECONDAIRE	12,7	-3,9	79,9	-1,2	76,2	12,8	30,5	3,0	32,2	-6,2	33,7	2,1	35,4
Commerce	122,6	-9,2	113,2	0,9	119,2	1,5	120,9	1,9	122,2	7,2	123,0	1,2	122,5
Administration	41,5	1,0	47,9	0,6	47,5	-6,6	41,7	1,4	42,5	0,2	42,5	0,0	46,5
Services	26,9	2,9	29,6	0,9	29,2	5,2	31,2	4,5	32,1	1,3	33,4	0,9	33,5
Transp. telecom.	29,3	5,7	30,4	-0,9	30,3	4,7	31,5	2,0	32,1	2,0	32,7	0,1	32,3
Structure	-4,2	-4,4	-4,0	0,0	-4,8	-7,9	-4,8	1,9	-6,3	9,0	-4,9	0,0	-4,9
Autres Tertiaires	41,8	4,9	54,3	0,9	54,2	1,6	55,7	1,0	56,3	5,0	59,1	0,0	59,1
TOTAL TERTIAIRE	265,8	1,4	270,8	0,2	271,2	1,3	276,3	2,0	281,9	4,8	284,5	2,0	290,8
PIB	655,6	7,5	682,2	-0,1	651,4	2,6	677,2	8,3	683,3	-0,3	681,9	1,4	691,4

EQUILIBRE GENERAL PESSO:POPS-CMF-OTS

	1988	1989				1990				1991 (ESTIMATIONS)				1992 (PREVISIONS)			
		%01	PRICE88	%01A	PRICE89	%01	PRICE89	%01A	PRICE90	%01	PRICE90	%01A	PRICE91	%01	PRICE91	%01A	PRICE92
P I B	615.0	1.5	557.0	-2.1	561.4	2.4	617.5	0.9	686.3	-0.2	681.3	1.4	691.4	9.7	150.5	-2.6	147.4
IMPORTATIONS B. & S.	216.5	2.5	221.9	-3.3	214.5	3.5	222.0	5.3	230.5	6.5	250.5	2.6	245.5	2.7	261.6	1.2	254.6
TOTAL	532.5	6.2	583.9	0.9	575.9	2.1	639.7	1.5	612.8	6.7	620.5	0.7	636.8	7.8	107.0	-1.8	106.2
CONSUMPTIONS PPRIVEE	505.0	4.7	535.8	-1.9	523.9	2.2	535.2	0.9	540.6	5.4	569.4	3.4	551.7	6.5	623.8	-3.1	606.4
CONSUMPTIONS PUD.	300.1	9.7	163.9	0.0	109.8	-5.1	124.2	0.0	124.2	-1.1	105.1	0.0	105.1	-1.3	103.9	1.0	104.8
VARIATION DES STOCKS	1.6		13.0		12.5		6.8		15.0		12.0		-10.5		54.8		20.0
F.A.O.-S.	110.7	5.3	122.3	3.0	120.5	5.7	135.0	1.0	135.4	0.0	136.3	1.6	138.4	-5.7	41.5	-1.4	129.6
EXPORTATIONS E. & S.	98.7	3.9	137.5	-4.3	133.2	5.4	106.8	9.7	132.2	13.1	133.2	-2.6	127.2	2.8	124.3	5.7	127.4

III L'EQUILIBRE RESSOURCES-EMPLOIS DE LA NATION A PRIX COURANTS

	1988	1989	1990	1991	1992
P I B	615,6	661,4	683,3	691,4	737,4
+ IMPORTATIONS DE BIENS ET SERVICES	216,5	214,6	230,5	245,2	254,8
= TOTAL DES RESSOURCES DE LA NATION	832,3	875,9	913,8	936,6	992,2
CONSUMMATIONS PRIVEES	509,9	523,9	540,8	588,7	598,4
+ CONSOMMATION PUBLIQUE	100,1	109,8	104,2	105,6	104,8
+ VARIATION DES STOCKS	7,0	12,5	15,0	-16,8	20,0
+ FORMATION BRUTE DE CAPITAL FIXE	116,7	126,5	136,4	139,4	129,6
+ EXPORTATIONS DE BIENS ET SERVICES	98,7	103,2	116,2	123,5	131,4
= TOTAL DES EMPLOIS DE LA NATION	832,4	875,9	913,9	937,0	992,2

IV L'EQUILIBRE RESSOURCES-EMPLOIS DE LA NATION A PRIX CONSTANTS DE 1967

	1988	1989	1990	1991	1992
P I B	602,2	647,3	662,9	681,6	725,7
+ IMPORTATIONS DE BIENS ET SERVICES	151,5	165,5	171,3	177,3	182,1
= TOTAL DES RESSOURCES DE LA NATION	753,7	812,8	834,2	858,9	907,8
CONSUMMATIONS PRIVEES	451,4	472,6	483,0	509,1	541,2
+ CONSOMMATION PUBLIQUE	83,6	97,2	92,3	91,2	90,1
+ VARIATION DES STOCKS	12,1	-7,0	19,0	-15,3	26,2
+ FORMATION BRUTE DE CAPITAL FIXE	119,0	125,3	132,7	133,7	125,8
+ EXPORTATIONS DE BIENS ET SERVICES	92,6	100,8	106,3	123,2	129,6
= TOTAL DES EMPLOIS DE LA NATION	753,7	812,9	834,2	858,9	907,8

V LE PRODUIT INTERIEUR BRUT PAR BRANCHE D' ACTIVITE A PRIX COURANTS

	1988	1989	1990	1991	1992
VALEUR AJOUTEE TOTALE	589,9	631,6	650,6	657,8	701,8
des Branches marchandes	651,6	594,5	610,0	616,2	655,8
de la Branche non marchande	41,5	4,9	42,5	46,5	50,3
-production imputée des services b	-4,2	-4,8	-4,9	-4,9	-4,9
+DROITS ET TAXES A L' IMPORTATION	28,9	29,8	32,7	33,6	35,6
=PRODUIT INTERIEUR BRUT	615,3	661,4	683,3	691,4	737,4

VALEUR AJOUTEE PAR BRANCHE D' ACTIVITE

TOTAL agriculture vivrière	80,9	30,2	30,5	77,1	84,2
TOTAL agriculture industrielle	20,3	25,5	22,9	29,0	39,1
TOTAL élevage	125,5	155,9	157,4	157,0	168,4
TOTAL pêche	5,6	5,8	6,0	6,0	6,5
TOTAL sylviculture, cueillette	43,9	34,5	35,5	38,0	35,6
TOTAL mines	7,1	7,1	10,2	11,3	10,9
TOTAL industrie moderne	33,9	40,2	44,5	36,6	40,0
TOTAL artisanat	6,8	8,5	8,9	9,1	9,3
TOTAL bâtiment et travaux publics	26,4	22,4	24,5	28,4	30,9
TOTAL commerce	122,0	119,2	123,2	123,8	136,8
TOTAL transport et télécommunication	29,6	31,5	32,1	32,8	35,4
TOTAL autres services marchands	51,8	55,7	55,3	59,1	64,2
TOTAL services non marchands	41,5	41,7	42,5	46,5	50,9
TOTAL branche fictive	-4,2	-4,8	-4,9	-4,9	-4,9

TOTAL DE LA VALEUR AJOUTEE BRUTE	689,9	631,6	650,6	657,8	701,8
+ DROITS ET TAXES A L' IMPORTATION	25,9	29,8	32,7	33,6	35,6
= PRODUIT INTERIEUR BRUT	615,3	661,4	683,3	691,4	737,4

V2 LE PRODUIT INTERIEUR BRUT PAR BRANCHE D' ACTIVITE A PRIX CONSTANTS DE 1987

	1988	1989	1990	1991	1992
VALEUR AJOUTEE TOTALE	576,7	614,8	628,4	628,9	669,0
des Branches marchandes	542,1	576,4	591,9	587,3	644,7
de la Branche non marchande	38,8	42,3	47,4	44,5	49,3
-production imputée des services b	-4,2	-4,1	-4,9	-4,9	-5,1
+DROITS ET TAXES A L' IMPORTATION	25,5	32,8	34,4	34,6	38,8
=PRODUIT INTERIEUR BRUT	602,2	647,3	682,9	661,6	725,7
VALEUR AJOUTEE PAR BRANCHE D' ACTIVITE					
TOTAL agriculture vivrière	102,6	143,8	134,4	112,3	152,3
TOTAL agriculture industrielle	26,2	39,2	38,3	43,1	48,1
TOTAL élevage	77,5	82,6	80,7	83,4	87,1
TOTAL pêche	25,3	23,0	28,3	28,6	30,2
TOTAL sylviculture, cueillette	36,6	37,2	36,4	37,0	37,8
TOTAL mines	15,9	7,8	7,4	9,6	10,6
TOTAL industrie moderne	8,1	9,2	8,0	8,1	8,4
TOTAL artisanat	39,1	38,6	27,7	39,5	48,3
TOTAL bâtiment et travaux publics	21,8	22,4	21,8	21,8	22,4
TOTAL commerce	96,8	77,5	109,1	119,4	126,9
TOTAL transport et télécommunication	29,3	30,9	30,2	30,9	32,3
TOTAL autres services marchands	34,6	36,3	35,9	27,6	38,6
TOTAL services non marchands	65,1	66,8	64,1	81,3	59,4
TOTAL branche fictive	-4,1	-4,1	-4,9	-4,9	-5,1

TOTAL DE LA VALEUR AJOUTEE BRUTE	576,7	614,6	628,4	628,9	669,0
+ DROITS ET TAXES A L' IMPORTATION	25,5	32,8	34,4	34,6	38,8

= PRODUIT INTERIEUR BRUT	602,2	647,3	682,9	661,6	725,7

DETERMINATION DU REVENU NATIONAL DISPONIBLE ET SES AFFECTATIONS

	1988	1989	1990	1991	1992
P I B	615,8	661,4	683,3	691,4	737,4
SOLDE DU REVENU DE LA PROPRIETE ET DE L'ENTRE	-8,2	-7,4	-8,3	-8,7	-8,5
SOLDE DES AUTRES TRANSFERTS COURANTS	58,3	50,6	78,9	91,3	83,9
REVENU NATIONAL DISPONIBLE BRUT	662,9	704,6	753,9	774,0	812,7
CONSUMMATION PRIVEE	509,3	575,0	556,0	570,7	615,5
CONSUMMATION PUBLIQUE	100,1	109,8	104,2	105,1	104,8
VARIATION DES STOCKS	7,0	8,3	5,0	6,5	8,7
EPARGNE BRUTE	45,9	11,4	94,7	91,7	85,7
CONSUMMATION DE CAPITAL FIXE	24,2	25,8	26,6	27,4	26,0
EPARGNE NETTE	21,7	-14,3	68,0	64,2	59,7

ACCUMULATION DU CAPITAL DE LA NATION ET LE BESOIN DE FINANCEMENT

	1988	1989	1990	1991	1992
FORMATION BRUTE DE CAPITAL FIXE	116,7	126,5	136,4	139,4	133,8
VARIATION DES STOCKS	7,0	8,3	5,0	6,5	8,7
ACHATS NETS D'ACTIFS INCORPORELS	5,2	5,4	5,9	11,9	5,6
TOTAL DE L'ACCUMULATION BRUTE	128,9	140,2	147,3	156,2	146,1
EPARGNE BRUTE	45,9	11,4	94,7	91,7	85,7
TRANSFERTS EN CAPITAL RECUS NETS	10,1	10,3	10,8	25,4	0,0
BESOIN DE FINANCEMENT	72,9	113,5	41,8	38,2	50,4
TOTAL DE FINANCEMENT	128,9	140,2	147,3	156,3	146,1

COMPTE DES OPERATIONS AVEC L'EXTERIEUR

	1988	1989	1990	1991	1992
RESSOURCES COURANTES					
EXPORTATIONS DE BIENS FOB	74,2	77,2	92,0	95,8	104,7
EXPORTATIONS DE TRANSPORT	15,7	16,0	15,3	14,0	14,9
EXPORTATIONS D'AUTRES SERVICES NON FACTEURS	8,8	10,0	10,9	11,1	11,8
REVENUS DE LA PROPRIETE ET DE L'ENTREPRISE	1,3	2,8	3,2	3,3	3,4
DONS COURANTS	73,5	70,2	71,6	101,8	91,3
AUTRES TRANSFERTS COURANTS RECUS	30,9	36,7	53,5	39,5	43,3
TOTAL RESSOURCES	204,4	212,3	246,5	265,6	269,4
EMPLOIS COURANTS					
IMPORTATIONS DE BIENS	152,8	156,6	172,1	185,4	194,9
IMPORTS AUTRES TRANSPORTS	27,3	28,3	28,0	28,6	29,1
IMPORTATIONS D'AUTRES SERVICES NON FACTEURS	36,4	29,6	30,4	31,2	30,8
REVENUS DE LA PROPRIETE ET DE L'ENTREPRISE	10,5	10,2	11,5	12,0	12,0
COTISATIONS INTERNATIONALES	1,0	0,6	0,6	0,6	0,6
AUTRES TRANSFERTS VERSES	47,1	55,1	45,5	50,7	50,0
SOLDE DES OPERATIONS COURANTES	-70,7	-66,1	-41,7	-42,9	-48,1
TOTAL EMPLOIS	204,4	212,3	246,5	265,6	269,4
RESSOURCES EN CAPITAL					
SOLDE DES OPERATIONS COURANTES	-70,7	-66,1	-41,7	-42,9	-48,1
TRANSFERTS EN CAPITAL RECUS NETS	10,1	10,3	10,8	26,4	0,0
VARIATION DES ENGAGEMENTS ENVERS LE RESTE DU	83,2	99,1	48,4	41,7	50,7
TOTAL DU FINANCEMENT	22,6	41,3	17,5	25,2	2,6
EMPLOI EN CAPITAL					
ACHATS NETS D'ACTIFS INCORPORELS	5,2	5,4	5,9	5,8	5,5
VARIATION DES CREAANCES ET AJUSTEMENT	17,3	35,9	11,6	19,6	-2,9
TOTAL A FINANCER	22,6	41,3	17,5	25,2	2,6

X PRODUCTION DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES PAR BUDGET

	1988	1989	1990	1991
Budget de l'Etat				
Consommations intermédiaires	15.049	22.689	19.308	19.308
Frais de personnel	33.170	33.621	29.842	29.842
Budgets régionaux				
Consommations intermédiaires	411	429	600	800
Frais de personnel	5.329	5.393	5.460	5.400
Budgets annexes				
Consommations intermédiaires	2.005	5.897	6.148	8.000
Frais de personnel	1.972	2.009	2.993	3.000
Assistance extérieure				
Consommation finale				
Consommations intermédiaires	18.801	18.871	14.870	18.922
Frais de personnel	41.170	41.430	42.537	41.996
E.B.E	11.170	11.430	12.537	11.996
Production immobilisée des projets				
Consommations intermédiaires	2.518	2.574	2.824	2.702
Frais de personnel	1.258	1.267	1.412	1.351
E.B.E	1.258	1.297	1.412	1.351
Services domestiques aux ménages	1.172	1.221	1.289	1.320
Recettes de production	1.214	742	612	612
TOTAL GENERAL DE LA BRANCHE DES SERVICES NON MARCHANDS				
Production non marchande	100.077	109.773	104.233	105.123
Production marchande	7.417	7.111	7.528	7.336
Total de la production de la branche des services non marchands				
Consommations intermédiaires	39.781	48.470	43.748	45.592
Frais de personnel	54.071	54.981	50.452	52.909
Excédent brut d'exploitation	13.842	13.459	14.560	13.958

XI LA PRODUCTION DES SECTEURS MODERNE ET TRADITIONNEL EN 1987

	PRODUCTION	CONSOMMATIONS INTERMEDIAIRES	VALEUR AJOUTEE BRUTE
Sociétés et quasi sociétés	2.506	2.190	318
Secteur non structuré	118.017	8.979	109.039
CONSOLIDATION agriculture vivrière	120.523	11.169	109.355
Sociétés et quasi sociétés	8.149	7.167	982
Secteur non structuré	29.810	2.171	27.438
CONSOLIDATION agriculture industrie	37.759	9.338	28.420
Sociétés et quasi sociétés	0	0	0
Secteur non structuré	109.081	13.090	95.990
TOTAL élevage, pêche	109.081	13.090	95.990
Sociétés et quasi sociétés	0	0	0
Secteur non structuré	37.893	1.895	35.998
TOTAL sylviculture, cueillette	37.893	1.895	35.998
Sociétés et quasi sociétés	2.304	999	1.305
Secteur non structuré	12.896	328	12.568
TOTAL produits de l'extraction	15.200	1.327	13.873
Sociétés et quasi sociétés	31.329	13.833	17.496
Secteur non structuré	4.564	3.763	311
TOTAL agroalimentaire-boisson-tabac	35.893	17.596	18.307
Sociétés et quasi sociétés	9.716	6.093	3.623
Secteur non structuré	5.000	3.135	1.865
TOTAL textile (hors produit brut co	14.716	9.228	5.488
Sociétés et quasi sociétés	21.255	14.420	8.835
Secteur non structuré	15.590	10.577	5.013
TOTAL autres manufacturiers	36.845	24.997	13.848
Sociétés et quasi sociétés	12.206	4.448	7.759
Secteur non structuré	0	0	0
TOTAL électricité et eau	12.206	4.448	7.759
Sociétés et quasi sociétés	35.879	22.870	13.009
Secteur non structuré	27.067	18.045	9.022
TOTAL bâtiment et travaux publics	62.946	40.915	22.031
Sociétés et quasi sociétés	45.365	9.073	36.292
Secteur non structuré	71.567	13.898	57.671
TOTAL commerce	118.932	22.969	93.963
Sociétés et quasi sociétés	21.418	12.227	9.191
Secteur non structuré	42.007	23.980	18.027
TOTAL transport et télécommunication	63.425	36.207	27.218
Sociétés et quasi sociétés	795	507	288
Secteur non structuré	32.988	6.080	26.928
TOTAL autres services marchands non	33.783	6.587	27.216
Sociétés et quasi sociétés	9.518	2.969	6.549
Secteur non structuré	0	0	0
TOTAL services financiers	9.518	2.969	6.549
Administrations	100.995	32.446	68.550
Services domestiques	1.087	0	1.087
TOTAL services non marchands	102.082	32.446	69.637
TOTAL branche fictive	0	4.062	-4.062
TOTAL GENERAL	808.803	239.213	569.590

(tous les montants exprimés sont par défaut en milliards de francs CFA)

VII BOMMES GENERALES

VI PRIX A LA PRODUCTION DES PRINCIPAUX PRODUITS

V VOLUMES DE PRODUCTION DES PRINCIPAUX PRODUITS

IV VALEUR AJOUTEE BRUTE PAR BRANCHE D'ACTIVITE A PRIX CONSTANTS

III VALEUR AJOUTEE BRUTE PAR BRANCHE D'ACTIVITE A PRIX COURANTS

II TAUX DE CROISSANCE EN PRIX DU PRODUIT INTERIEUR BRUT PAR ORIGINE ET PAR EMPLOIS

I TAUX DE CROISSANCE EN VOLUME DU PRODUIT INTERIEUR BRUT PAR ORIGINE ET PAR EMPLOIS

ANNEXES STATISTIQUES

I TAUX DE CROISSANCE EN VOLUME DU PRODUIT INTERIEUR BRUT PAR ORIGINE ET PAR EMPLOIS

	89/88	90/89	91/90	92/91
PRODUIT INTERIEUR BRUT	7,5%	2,4%	-0,2%	3,7%
VALEUR AJOUTEE BRUTE	6,6%	2,3%	-0,2%	9,5%
TOTAL agriculture vivrière	39,9%	-6,4%	-16,4%	35,5%
TOTAL riz	49,6%	-2,3%	-16,4%	24,1%
TOTAL agriculture industrielle	24,7%	-1,9%	15,5%	31,0%
TOTAL filière coton	9,4%	-7,5%	16,0%	9,4%
TOTAL élevage	5,5%	5,1%	0,4%	11,8%
TOTAL pêche	14,3%	0,9%	1,5%	12,0%
TOTAL sylviculture, cueillette	1,7%	-2,3%	1,5%	1,5%
TOTAL produits de l'extraction	1,3%	65,4%	5,2%	1,1%
TOTAL industrie	-1,2%	8,5%	-20,4%	1,9%
TOTAL artisanat	1,3%	3,0%	1,8%	2,5%
TOTAL bâtiment et travaux publics	4,9%	7,5%	15,6%	9,4%
TOTAL commerce	1,0%	-2,5%	7,2%	2,2%
TOTAL transport et télécommunication	0,6%	4,0%	2,0%	7,9%
TOTAL autres services	4,9%	1,6%	5,0%	0,2%
TOTAL administration	1,0%	-0,6%	0,3%	0,0%
TOTAL branche fictive	14,4%	-0,9%	0,0%	0,0%
DROITS ET TAXES A L'IMPORTATION	9,9%	5,2%	1,9%	4,9%
EMPLOIS DU PRODUIT INTERIEUR BRUT	7,5%	2,4%	-0,2%	9,7%
CONSOMMATION PRIVEE	6,7%	1,7%	2,6%	2,7%
CONSOMMATION PUBLIQUE	4,9%	2,7%	-6,3%	-10,7%
FORMATION BRUTE DE CAPITAL FIXE	5,3%	12,4%	4,9%	-2,7%
VARIATION DE STOCKS	(-)	(-)	(-)	(-)
SOLDE DES EXPORTATIONS ET IMPORTATIONS	(-)	(-)	(-)	(-)
EXPORTATIONS DE BIENS ET SERVICES	8,9%	5,4%	13,1%	2,6%
IMPORTATIONS DE BIENS ET SERVICES	2,5%	3,5%	1,5%	2,7%

II TAUX DE CROISSANCE EN PRIX DU PRODUIT INTERIEUR BRUT PAR ORIGINE ET PAR EMPLOIS

	89/90	90/91	91/92	92/93
PRODUIT INTERIEUR BRUT	-0,1%	0,9%	1,4%	-2,9%
VALEUR AJOUTEE BRUTE	7,3%	3,0%	1,1%	8,7%
TOTAL agriculture vivrière	-19,3%	7,2%	1,9%	-19,5%
TOTAL filière riz	21,7%	17,3%	-18,4%	-28,4%
TOTAL agriculture industrielle	0,5%	1,6%	5,4%	0,0%
TOTAL filière coton	0,0%	0,0%	9,4%	0,0%
TOTAL élevage	17,7%	-3,9%	-0,7%	-4,0%
TOTAL pêche	-8,7%	1,2%	-0,6%	-4,3%
TOTAL sylviculture, cueillette	-22,7%	1,2%	0,3%	0,0%
TOTAL produits de l'extraction	13,4%	-13,2%	6,9%	-5,3%
TOTAL industrie	11,6%	2,1%	3,2%	7,5%
TOTAL artisanat	80,9%	-25,7%	0,0%	0,8%
TOTAL bâtiment et travaux publics	0,0%	12,4%	0,1%	0,2%
TOTAL commerce	-6,9%	1,3%	1,2%	0,0%
TOTAL transport et télécommunication	-0,6%	2,0%	0,1%	0,1%
TOTAL autres services	0,9%	1,0%	0,0%	0,0%
TOTAL administration	0,0%	1,9%	9,5%	9,3%
TOTAL branche fictive	0,0%	1,9%	0,9%	0,0%
DROITS ET TAXES A L'IMPORTATION	0,9%	4,3%	0,8%	0,9%
EMPLOIS DU PRODUIT INTERIEUR BRUT	-0,1%	0,9%	1,4%	-2,9%
CONSOMMATION PRIVEE	-0,2%	1,6%	1,5%	-3,1%
CONSOMMATION PUBLIQUE	6,7%	-4,3%	8,7%	10,0%
FORMATION BRUTE DE CAPITAL FIXE	5,0%	-10,3%	-1,0%	10,3%
VARIATION DE STOCKS	(-)	(-)	(-)	(-)
SOLDE DES EXPORTATIONS ET IMPORTATIONS	(-)	(-)	(-)	(-)
EXPORTATIONS DE BIENS ET SERVICES	-4,0%	8,7%	-9,6%	5,7%
IMPORTATIONS DE BIENS ET SERVICES	17,8%	-14,8%	4,9%	-0,9%

IV VALEUR AJOUTEE BRUTE PAR BRANCHE D' ACTIVITE A PRIX COURANTS		VALEUR AJOUTEE PAR BRANCHE D' ACTIV				
		1988	1989	1990	1991	1992
TOTAL agriculture vivrière	102,5	143,6	134,4	112,3	152,3	
TOTAL agriculture industrielle	26,2	39,2	39,3	43,1	49,1	
TOTAL élevage	17,5	62,5	80,7	63,4	61,1	
TOTAL pêche	25,3	23,0	28,3	28,6	30,2	
TOTAL sylviculture, cueille	38,6	37,2	38,4	37,0	37,8	
TOTAL mines	13,9	7,6	7,4	9,8	10,6	
TOTAL industrie	8,1	3,2	8,0	8,1	8,4	
TOTAL artisanat	39,1	38,6	37,7	38,5	40,3	
TOTAL bâtiment et travaux publics	21,8	22,4	21,8	21,8	22,4	
TOTAL commerce	56,8	77,5	109,1	119,4	126,9	
TOTAL transport et télécommunication	29,3	30,9	30,2	30,9	32,3	
TOTAL autres activités	34,6	36,3	36,9	37,8	38,8	
TOTAL administration	65,1	65,8	64,1	61,3	59,4	
TOTAL branche fictive	-4,1	-4,1	-4,9	-4,9	-5,1	
TOTAL DE LA VALEUR AJOUTEE BRUTE	572,1	814,8	629,4	826,5	889,0	

III VALEUR AJOUTEE BRUTE PAR BRANCHE D' ACTIVITE A PRIX COURANTS		VALEUR AJOUTEE PAR BRANCHE D' ACTIV				
		1988	1989	1990	1991	1992
TOTAL agriculture vivrière	80,0	90,2	90,5	77,1	84,2	
TOTAL agriculture industrielle	20,3	25,5	23,9	29,0	38,1	
TOTAL élevage	125,5	156,9	157,4	157,0	168,4	
TOTAL pêche	5,8	5,8	8,0	6,0	6,5	
TOTAL sylviculture, cueille	43,9	34,5	35,5	36,0	36,5	
TOTAL mines	7,1	7,1	10,2	11,3	10,9	
TOTAL industrie	33,6	40,2	44,5	38,6	40,0	
TOTAL artisanat	6,6	8,5	6,9	9,1	9,3	
TOTAL bâtiment et travaux publics	26,4	22,4	24,5	28,4	30,9	
TOTAL commerce	122,0	119,2	123,2	133,5	136,6	
TOTAL transport et télécommunication	28,8	31,5	32,1	32,8	35,4	
TOTAL autres activités	51,8	55,7	56,3	59,1	59,2	
TOTAL administration	41,5	41,7	42,5	46,5	50,9	
TOTAL branche fictive	-4,2	-4,6	-4,9	-4,9	-4,9	
TOTAL DE LA VALEUR AJOUTEE BRUTE	588,9	833,4	850,7	857,6	102,1	

7 VOLUMES DE PRODUCTION DES PRINCIPAUX PRODUITS (nets des pertes)

PRODUITS DE L'AGRICULTURE VIVRIERE					UNITES				
mil	Tonne	824.173	899.911	757.614	553.305	1991	1992		
sorgho	Tonne	461.855	605.185	857.779	478.290				
riz paddy	Tonne	272.911	259.017	303.884	254.129				
maïs	Tonne	164.320	222.160	207.382	180.853				
fonio	Tonne	14.030	18.094	17.035	19.591				
patates	Tonne	11.474	21.582	821	1.741				
igname	Tonne	7.465	5.116	1.713	10.659				
manioc	Tonne	903	312	3.706	211				
haricot	Tonne	13.950	62.409	70.976	12.888				
divers	Tonne				60.646				
PRODUITS DE L'AGRICULTURE INDUSTRIELLE									
arachides	Tonne	99.673	170.041	155.413	178.125				
cacao	Tonne	471	471	471	471				
coton graine	Tonne	227.598	243.445	220.905	267.715				
blé	Tonne	1.425	1.425	828	1.425				
PRODUITS DE L'ELEVAGE									
bovins	1000 têtes	821	852	880	850				
ovins caprins	1000 têtes	3.156	3.446	3.720	3.947				
porcins	1000 têtes	16	16	17	17				
azime, carne, équins	1000 têtes	249	252	277	292				
volaille	Tonne	4.020	4.241	4.474	4.720				
oeufs	1000 unités	40.197	42.408	44.740	47.201				
lait	kilolitre	133.298	144.547	142.591	150.445				
peaux	Tonne	2.514	2.726	2.888	2.841				
PRODUITS DE LA SYLVICULTURE ET DE LA FORET									
bois de chauffage	1000 stères	15.351	15.827	15.908	16.195				
bois de service et d'oeuvre	m3	324.700	330.545	336.494	342.551				
produits de la cueillette	Tonne	7.171	7.275	7.352	7.489				
PRODUITS DE LA PECHE (en eq. frais)									
poissons frais	Tonne	28.122	35.882	35.714	36.357				
poissons fumés et séchés	Tonne	12.327	12.507	12.889	12.873				
PRODUITS DE L'EXTRACTION									
or	Tonne	4.850	2.500	4.380	4.551				
phosphate	Tonne	8.000	8.000	8.000	8.000				

UNITES	1988	1989	1990	1991	1992
PRODUITS MANUFACTURIERS DU SECTEUR MODERNE	16.321	13.185	13.402	15.873	15.873
huile raffinée	15.111	9.142	8.268	12.011	12.011
aliment de bétail	43.139	75.819	59.900	59.874	59.874
bière	28.475	33.943	34.875	33.098	33.098
boisson sans alcool	49.370	60.042	99.852	101.848	77.728
cigarettes	85.348	83.487	89.411	94.881	94.881
farine	21.298	20.175	21.738	22.130	21.335
crème	2.178	2.849	4.005	4.077	3.217
lait	393	384	527	537	455
donnerie	87.020	170.331	137.275	139.748	133.593
laine imprimée	11.500	1.316	13.105	13.316	12.316
poil 12-16	96.525	88.890	79.461	80.691	86.392
ciment	8.879	0	7.000	7.128	5.751
chaux vive	928	1.147	1.121	1.084	1.084
carreaux	5.494	6.583	5.198	5.837	78.363
oxygène	17.403	19.728	17.475	12.953	13.184
acétylène	12.897	14.182	12.724	7.970	8.880
alcool	11.582	8.137	7.829	7.971	746
eau de javel	866	738	793	797	480
artificiel plastique	510	680	362	369	480
chasseurs	427.933	591.365	468.047	476.472	490.954
Carton	35.242	41.752	51.491	52.417	45.228
tonne	309.203	321.899	478.693	487.910	419.216
1000 unités	82.000	54.731	85.197	86.379	62.076
saumon	990	1.189	1.054	1.073	1.078
pointure	2.075	2.524	2.398	2.441	2.359
carton	375	211	369	376	383
pointe	6.211	5.363	1.540	7.876	8.598
toile	165	182	175	178	175
construction métallique	5.750	284	844	859	1.529
chaises	4.000	188	336	405	1.242
seoir	7.700	488	310	318	2.203
multicouleur	12.000	2.392	10.882	11.078	9.085
charbonnet	8.813	6.268	4.188	4.243	5.813
bicyclette	3.676	4.527	4.651	4.531	4.296
véhicule	85.832	74.122	80.968	62.085	70.747
bois	192.012	212.475	232.910	239.898	219.309
1000 M3	22.487	21.755	22.332	23.002	22.289

VI PRIY A LA PRODUCTION DES PRINCIPAUX PRODUITS (en million de fcs/jaite)

32

	1988	1989	1990	1991	1992
PRODUITS DE L'AGRICULTURE VIVIERE					
mil	53	41	48	47	36
soygha	46	43	41	43	40
riz paddy	96	69	78	81	58
maïs	38	33	35	34	31
fonio	94	46	102	81	40
galabes	31	27	47	41	41
ignames	79	89	60	66	68
manioc	83	50	30	30	30
haricot	99	70	78	55	55
PRODUITS DE L'AGRICULTURE INDUSTRIELLE					
arachides	68	69	72	71	71
tabac	500	239	354	188	186
coton graine	85	85	85	93	93
lin	53	51	53	71	71
PRODUITS DE L'ELEVAGE					
bovins	52,056	54,336	54,538	54,662	51,383
1000 têtes					
ovins caprins	6,255	8,888	9,295	9,233	9,048
1000 têtes					
porcins	10,400	10,400	10,600	10,900	10,682
1000 têtes					
azins, camellins, équins	28,080	28,080	28,620	29,430	28,841
1000 têtes					
volaille	708	708	721	742	727
1000 unités					
œufs	56	56	57	59	57
1000 unités					
lait	104	104	105	109	107
1000 litres					
beaux	363	383	391	402	394
PRODUITS DE LA SYLVICULTURE ET DE LA FORÊT					
bois de chauffage	1,250	966	909	905	891
1000 stères					
bois de service et d'oeuvre	18	14	13	13	13
m3					
produits de la cueillette	2,275	2,275	2,319	2,385	2,337
1000 stères					
PRODUITS DE LA PECHE (en eq. frais)					
poisson frais	520	495	490	480	471
1000 tonnes					
poisson fumé et séché	693	660	659	659	645
1000 tonnes					
PRODUITS DE L'EXTRACTION					
or	2,153	3,110	2,760	2,411	2,299
1000 tonnes					

DETERMINATION DU PIB ET DU PRODUIT NATIONAL DISPONIBLE BRUT PAR HABITANT

	1988	1989	1990	1991	1992
POPULATION (1000 hab.)	1825	1976	2123	2266	2414
PIB (Prix Courant) Millions Fcfa	615800	661400	662300	691400	737400
PIB/HABIT Fcfa	3355	32924	3150	30444	30640
PIB (Prix 1987) Millions Fcfa	602332	647507	662047	649796	712815
PIB (Prix 1987)/HABIT Fcfa	3297	32817	31056	28629	3118
PND (Millions Fcfa)	662284	704663	753673	774002	812720
PND/HABIT Fcfa	3626	35636	35462	34040	33694

VII DONNEES GENERALES

INDICES DES PRIX	1988	1989	1990	1991	1992
Indice général des prix (base 100)	104	101	106	109	106

POPULATION	1988	1989	1990	1991	1992
Taux de croissance de la population	1,80%	1,80%	1,80%	1,80%	1,80%
Taux de croissance pop. urbaine	3,00%	3,00%	3,00%	3,00%	3,00%
Taux de croissance pop. rurale	1,41%	1,45%	1,45%	1,45%	1,45%
Population totale (habitants)	1.835.051	1.976.269	2.120.027	2.266.379	2.415.174
Population urbaine (habitants)	1.740.998	1.913.228	2.047.024	2.192.435	2.339.508
Population rurale (habitants)	94.053	163.041	273.003	363.944	456.203

TERMES DE L' ECHANGE	1988	1989	1990	1991	1992
Indice du prix des exportations (base 100)	101	106	121	124	134
Indice du prix des importations (base 100)	135	134	144	153	159
Indice des termes de l' échange	75	79	84	81	85
Croissance annuelle des termes de l' échange	-25,2%	5,5%	6,5%	-3,8%	4,6%